



## ÉDITO



## Colère !

Le monde paysan est aujourd'hui très en colère contre les politiques néolibérales qui ont conduit au fil des ans à dévoyer le sens de leur métier comme de leurs conditions de travail. Face aux revendications très diverses exprimées sur les points de blocage, l'exécutif, enfoncé dans la méconnaissance de ce monde agricole, de ses souffrances et de sa solitude, se borne à toujours plus de technocratie quant aux besoins impérieux d'un plus grand respect de la nature et de la terre : pesticide, bassines, OGM... Ils ne savent plus où donner de la tête pour poursuivre dans leur fuite en avant aux profits et pallier les ravages de l'agro-industrie organisée par les multinationales. Aujourd'hui ce que réclament nos paysans c'est une autre politique agricole, mieux rémunératrice, plus respectueuse du vivant et surtout moins concurrentielle et moins productiviste. Oui ! Une autre agriculture est possible hors des traités de libre-échange et des politiques désastreuses de la PAC avec des aides à l'hectare qui ne font que mettre la corde au cou des paysans, les exploitent pour nourrir les profits des grandes enseignes de la distribution. Ils n'ont pas d'autres choix que de rester compétitif ou disparaître ! Attac soutient sans faille un monde agricole vertueux et nos réunions de l'hiver sur la socialisation de l'alimentation ne s'y sont pas trompées. Ne laissons pas le RN s'approprier nos combats ! Ne laissons pas non plus le gouvernement et les médias mettre sur le même plan le paysan qui gagne entre 800 et 2000€ par mois et les gros agriculteurs comme le président de la FNSEA qui gagnent entre

8 000 et 20 000€ par mois.

Mais les ravages de la prédation néolibérale sont nombreux et alors que la région Ile de France s'apprête à réviser son schéma d'aménagement (SDRIF) dans un contexte de crise environnementale, peu de nos concitoyens sont informés de l'enquête publique qui s'ouvre ce 1er février. Nous consacrons donc un dossier à ce sujet pour dénoncer l'exception de la région sur la loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette). Nous organiserons une soirée dédiée à ce nouveau SDRIF-E début mars pour tenter d'y voir clair. Comme un prélude, contre l'artificialisation des sols, une nouvelle marche contre l'abattage des arbres à Montreuil et Vincennes se tenait le 27 janvier avec Greenpeace, le collectif Sauvons les arbres 93, et bien d'autres encore...

Mais au-delà de nos territoires abimés, Attac 93 participe activement au collectif Palestine de Montreuil et nous pensons, bien sûr, à tous les habitants de Gaza qui sont encore sous le feu des bombes. Heureusement, il y a aussi la joie qui nous rassemble, et c'est avec émotion que nous avons fêté nos 25 ans d'existence avec Comme vous émoi à Montreuil le 26 janvier en compagnie d'Annick Coupé, des Oies sauvages et de l'artiste Guillaume Ernika. Une belle soirée festive qui nous rappelle combien Attac a su au fil du temps s'imposer dans son expertise en soutien aux mouvements sociaux et aux luttes progressistes d'où qu'elles viennent.

JN DR



## AGENDA



Du 1<sup>er</sup> février au 16 mars : **Enquête publique sur le SDRIF** (schéma directeur de la Région Ile-de-France).

**7 février** : Réunion du collectif d'animation du comité local Attac93Sud de 19h à 22h salle Franklin.

**7 février** : Attac Paris 12 et le Collectif « Douzenlutte » organisent une soirée publique pour des transports de qualité - 19h, MVAC, 181 rue Daumesnil 75012.

**8 février** : **Ciné débat Attac.**

**14 février** : **Permanence de l'enquête publique sur le SDRIF-E.** Tour altaïs, Montreuil, de 14h30 à 17h30.

**27 février** : **Café citoyen : Rats, humains, animaux - quelle cohabitation ?** A 19h30 salle Gérard-Philippe à Noisy-le-Sec.

**27 février** : **Ciné Débat Attac 12, Sacrifice paysan** de Gabrielle Culand, café associatif La commune.

**29 février** : **Réunion publique Ile de France pour présentation du SDRIF au forum des images.**

**4 mars** : **Enjeux politiques et environnementaux du SDRIF.** Débat public organisé par le comité local d'Attac Montreuil (le lieu sera précisé ultérieurement).





## Le bon mot politique !

Qui a dit en janvier :

« La constitution n'est pas un catalogue de droits sociaux et sociaux »

Réponse en fin de lettre...



## Le nouveau SDRIF-E ! Quel avenir environnemental ?

« L'Île-de-France occupe une place à part en France, en Europe et dans le monde. Elle joue un rôle unique dans la fabrique de la nation, la structuration des parcours personnels et professionnels, le développement de l'économie française et son arrimage à l'espace de la mondialisation, dans les échanges humains, économiques et culturels entre la France, l'Europe et le reste du monde. Cette place particulière, l'Île-de-France ne la doit pas au hasard »

C'est par ces mots que Valérie Pécresse introduit la présentation du nouveau schéma directeur d'aménagement de la région francilienne, désormais affublé d'une particule environnementale : le SDRIF-E. Une révision très politique et tactique, imposée à la fois par le contexte global des nouveaux enjeux climatiques (gaz à effet de serre, pollution, gestion des ressources) et par la promulgation de la loi ZAN (Zéro Artificialisation Nette d'ici à 2050) (1) dont la trajectoire nationale doit être définie par région cette année. Tous les citoyen.en.s sont donc appelé.e.s à donner leur avis sur cette nouvelle version du SDRIF-E au cours de **l'enquête publique qui est désormais ouverte jusqu'au 16 mars 2024**, mais trop peu d'entre nous sommes informés de cette procédure très confidentielle et des enjeux de notre participation. Comment y voir clair ?

Pierre angulaire de l'aménagement du territoire francilien, le SDRIF est un document cadre de planification régionale (voir article suivant *Le Sdrif c'est quoi ?*) qui laisse aux collectivités territoriales la responsabilité de la traduction de ces grandes orientations au niveau local (urbanisme, transports, voiries, zones logistiques, industrie, espaces naturels, etc...). Et cette nouvelle mouture, qui est censée mieux prendre en compte la biodiversité et le climat, affiche une ambition de taille : dessiner le futur de l'Île de France à l'horizon 2040 ! Autant dire que son contenu risque d'impacter sérieusement nos vies dans un rapport pourtant de plus en plus dégradé de nos conditions d'habitabilité... Mais pourquoi avoir décidé une révision totale du précédent document daté de 2013 ? Pourquoi redessiner les contours d'une région

à l'horizon 2040 quand le ZAN impose une trajectoire à 2050 ? Comment comprendre les nouvelles orientations de l'argumentaire dans le sens de la sobriété environnementale ? Et surtout comment y faire entendre nos voix quand le principe démocratique semble en être totalement absent (6 petites semaines d'enquête publique, pas de communication et 1 seule réunion publique) ? Tout simplement pour tenter d'imposer des passe-droits et des dérogations sur cette fameuse loi ZAN...

« La région a donc choisi de procéder à la révision complète du document afin de tendre vers l'Île de France que désire les Franciliens pour le climat, l'environnement, l'attractivité, leur qualité de vie et leur santé en 2040. »

Extrait du dossier de concertation, 12 juillet 2023

### Le rayonnement de la ville monde

Force est de constater que le polycentrisme hiérarchisé et la densification du bâti qui devaient permettre de juguler la crise du logement n'ont pas fonctionné dans la région Île de France. Les villes moyennes et nouvelles ne sont pas parvenues à s'imposer comme des pôles de centralité et l'emploi a continué à se concentrer sur Paris intra-muros et sa banlieue ouest (quartier central des affaires) avec de fortes inégalités selon les communes. Le mal-logement et le manque chronique de logements sociaux (800 000 demandes non satisfaites en 2021) (2) n'ont fait que croître, malgré le choix de créer 70 000 logements nouveaux chaque année dans le cadre du Grand Paris (un objectif d'ailleurs intenable au long cours dans un contexte de densification accrue). Les travailleurs restent donc toujours éloignés des bassins d'emplois et les habitants profitent assez peu des nouvelles connexions inter-gares construites ex nihilo au mépris de la biodiversité et du cadre de vie. À de très rares exceptions près, telles que le bassin de vie de Versailles, l'Île-de-France a continué à se développer comme s'il s'agissait d'un seul et même bassin de vie (Paris et sa petite couronne) et sur les 1274 communes que compte la région, 19 seulement condensent tous les flux. L'embolie des transports qui en résulte est de plus en plus problématique et le grand Paris Express censé relier les pôles d'activités entre eux, au prétexte de l'em-



ploi et de la compétitivité, révèle toutes les carences du « territoire fantasmé » loin des attentes citoyennes sur les « territoires vécus » (3). L'héritage du Grand Paris ville monde de l'ère Sarkozy est au cœur aujourd'hui des problématiques posées par ce schéma directeur dont les aménagements pharaoniques sont une aberration libérale destinée à faire uniquement rayonner la région en termes d'attractivité économique et de flux marchands... Une hérésie fort coûteuse dans un contexte de crise climatique ! Car la réalité des inégalités et des disparités restent profondément clivantes en région île de France et fortement éloignée des discours sur la mondialisation et la compétitivité de la « ville monde ».

« Depuis quelques années déjà, l'Île-de-France a su s'imposer comme la région de toutes les excellences. Elle est la seule région-métropole globale de l'Union européenne maintenant que la Grande-Bretagne est sortie de l'Union, capitale financière, territoire d'innovation, lieu de production, centre culturel et patrimonial. »

Extrait du dossier de concertation, 12 juillet 2023

tion à réduire l'artificialisation des sols se fonde essentiellement sur la nécessité de préserver la biodiversité et les espaces naturels (zéro perte nette), reconnue et retranscrite par la loi du 8 août 2016. Pour autant, et malgré cette révision du SDRIF (Environnemental), la Région francilienne ne prend aucune mesure ambitieuse pour un calendrier permettant d'entrevoir, comme dans d'autres régions, une réduction de son rythme d'artificialisation de -50% d'ici à 2031, gage d'une bonne trajectoire vers 2050. Au contraire, ce nouveau SDRIF-E, prévoit seulement un objectif dérogatoire de -20% d'artificialisation des sols tous les dix ans, soit -40% à l'horizon 2040. Un contresens donc pour une région déjà au bord de l'asphyxie, dont la densification urbaine et les carences en espaces verts accumulent bon nombre d'effets néfastes sur les populations et l'environnement : pollution, îlots de chaleur, nuisances sonores, maladies... Une région bien éloignée des recommandations de L'OMS qui préconise 12 m<sup>2</sup> d'espace vert par habitant à moins de 300m, ou à moins 5min à pied, de leur domicile (OMS 2017) (4).

Arbre des objectifs du SDRIF-E

DISPOSITIF DE SUIVI-ÉVALUATION DU SCHEMA DIRECTEUR DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE



S'il importe que la région-capitale reste accueillante et attractive, elle doit d'abord l'être pour ses habitants actuels et pas seulement au nom de sa productivité économique et des décisions prises d'en haut sans demande locale. La Région Île-de-France, doit au même titre que les autres régions de France (sauf Corse et Outre-mer), être soumise à l'objectif du ZAN de 2050. Cette injonc-

### Un document indigeste et incohérent

Les orientations du nouveau schéma Directeur reposent sur 5 axes de propositions (l'environnement, les ressources, le cadre de vie, l'économie, la mobilité) pour 148 orientations réglementaires, 26 objectifs thématiques, 1



glossaire et 3 cartes d'orientation générale (maîtrise le développement urbain, développer l'indépendance productive, placer la nature au coeur du développement régional). Beaucoup de développement donc, et une lecture pour le moins indigeste de ces documents, qui sous couvert d'un champs lexical souvent flatteur ne masque pas leurs nombreuses contradictions de chapitre en chapitre – notamment sur tout ce qui concerne les dérogations cumulables en matière de routes et d'urbanisme, y compris sur des zones dites sanctuarisées (aux abords des gares par exemple, en zone d'attractivité ou même sur la gestion de la ressources en eau...). Mais il serait fastidieux, et tout aussi indigeste, d'en relever ici la longue liste. Contentons-nous de quelques chiffres annoncés dans les documents d'orientation validés en juillet 2023, qui autorisent l'artificialisation de plus de 10 000 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers comprenant (5) :

- la multiplication de lignes de métro coûteuses (200 km pour 2030, soit autant qu'en un siècle) dont certaines en pleine campagne, avec des gares en plein champs, qui menacent d'accroître l'étalement urbain et les trajets domicile-travail.
- La construction de 70 000 logements par an.
- La bétonisation de 790 ha pour le secteur industriel et la création de 36 nouveaux sites logistiques.
- 2 755 ha d'artificialisation des terres non comptabilisés dans la trajectoire ZAN (projets nationaux et régionaux).

Autant de terres, donc, qui disparaissent des schémas de résilience alimentaire d'une région déjà dépendante des importations et favorisent une augmentation continue du trafic routier renforcé par les 259 km d'aménagement prévus, dont 56 km de voies nouvelles, et qui engendrera toujours plus d'émissions de gaz à effet de serre. Autant d'espaces précédemment sanctuarisés que les multiples dérogations permettront de détourner tout en accélérant l'érosion de la biodiversité, la pollution des sols et de l'air à une époque où les phénomènes climatiques extrêmes et les aléas environnementaux s'intensifient. Un nouveau schéma donc, qui autorise des projets d'un autre âge et qui sont le résultat d'arbitrages réalisés des décennies auparavant.

### Résilience et sobriété ?

Face à tant de projets anachroniques et éloignés des aspirations citoyennes, nous devons exiger de revoir ses orientations pour les aligner aux ambitions d'un aménagement du territoire porté vers l'avenir, en cohérence

avec les enjeux environnementaux et sociaux actuels. Nous vivons en effet une crise de la biodiversité sans précédent et le changement d'usage des sols – artificialisation, déforestation, remembrement – en est la cause première. Il est impératif dès lors de stopper ces phénomènes et de penser l'aménagement du territoire sans consommation supplémentaire d'espaces naturels agricoles et forestiers, qui constituent des réservoirs de biodiversité : les sols non artificialisés abritent plus d'un quart de la biodiversité à eux seuls (6) et représentent ainsi l'un des écosystèmes les plus riches et complexes de la biodiversité, quant aux zones humides, elles renferment également une grosse part de biodiversité et jouent un rôle vital pour la biodiversité de notre territoire (7). Il apparaît donc plus que jamais indispensable de produire intelligemment sur le long terme en anticipant les effets du changement climatique, pour une meilleure prise en compte des risques de pollution et de santé publique, pour une maîtrise concertée de la consommation d'espaces naturels, de terres agricoles et de la ressource en eau, et bien entendu de la préservation des milieux naturels et des continuités écologiques ou les arbres d'alignement anciens seraient définitivement sanctuarisés.

Divers collectifs et organisations des luttes locales d'Île de France (Fne, Zadart, Xr, Attac, Naturalistes des terres, Protection arbres et faune, Soulèvements de la terre, etc.) ont décidé d'agir pour organiser différents événements de sensibilisation sur les enjeux de ce nouveau SDRIF-E (marches naturalistes, actions, débats) et de proposer un argumentaire facilitant la signature de **l'enquête publique** et/ou la rencontre avec les commissaires enquêteurs présents dans les territoires (**voir le calendrier en ligne** et le site de la région). Attac 93 s'engage pour cette vision du territoire tournée vers l'avenir et nous organiserons le 4 mars 2024 une soirée spéciale sur ce SDRIF-E (lieu à préciser très prochainement).

JN

(1) Loi Climat et Résilience du 22 août 2021.

(2) France Nature Environnement, 10 mesures pour réussir le SDRIF-E

(3) Jacqueline Lortihois, **Les « Territoires vécus ».**

(4) **Plante et cité, Concevoir et entretenir des espaces de nature en ville favorables à la santé.**

(5) Ile de France 2040, Un nouvel équilibre, Orientations réglementaires.

(6) « Sols et biodiversité », FAO, 2015.

(7) Île-de-France compte 345 km<sup>2</sup> de zones humides et 2413 km<sup>2</sup> de zones humides potentielles, source DRIEAT.



**ENSEMBLE NOUS DEVONS MOBILISER POUR EXIGER LA FIN DE L'EXCEPTION FRANCLISIENNE SUR LA  
TRAJECTOIRE ZAN ET VISER -50% D'ARTIFICIALISATION NETTE D'ICI 2031**

**BALADE  
DES TERRES**

6 luttes en 6  
dates pour  
donner son avis  
sur le SDRIF-E

Triangle de Gonesse  
25 février

A104Bis  
3 mars

GreenDock  
11 février

Paris  
Friche Austerlitz  
3 février

Plateau de Saclay  
8 mars

Saussaie des gobelins  
16 février

**3 février - 9 mars**

Participer à  
l'enquête publique  
en 3 clic !

COORDINATION DES LUTTES LOCALES  
D'ÎLE DE FRANCE

extinction  
rebellion



**ATTAC 93 Sud**

<https://attac93sud.fr> [contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)





## Le SDRIF c'est quoi ?

Un schéma directeur, expression qui fleure bon la gouvernance et le management, est un document de planification stratégique qui établit une vision à moyen/long terme pour une organisation, entreprise ou collectivité locale. Un guide, une référence, visant à prendre des décisions éclairées concernant les investissements futurs, illustrant les priorités et les objectifs de l'organisation concernée.

Le schéma directeur de la région Ile-de-France (SDRIF) est un fait un document d'urbanisme et d'aménagement du territoire (encadré juridiquement par le Code de l'Urbanisme) qui oriente la politique de la région dans son domaine de compétences. Il est sensé borner la croissance urbaine et démographique ainsi que l'utilisation de l'espace, tout en garantissant le rayonnement international de l'Ile-de-France, objectif qui peut à l'occasion contredire et supplanter les précédents, ce qui est bien commode politiquement parlant (1). Le schéma directeur fixe des limites, impose des orientations et laisse aux collectivités territoriales, au travers de leurs documents d'urbanismes locaux (PLU, PADD, SCOT), la responsabilité de la traduction de ces grandes orientations au niveau local (urbanisme, transports, voirie, zones logistiques, industrie, espaces naturels, etc.).

Le SDRIF n'aborde pas tous les sujets mais il doit indiquer comment la Région entend corriger les disparités spatiales, sociales et économiques en Ile-de-France, coordonner l'offre de transport tous modes de déplacements confondus et préserver les zones rurales et natu-

relles.

Le premier schéma d'aménagement de la région parisienne, enfanté par l'État dans les années soixante, a donné naissance aux villes nouvelles construites au milieu de nulle part, au RER et à quelques autoroutes de banlieue. Depuis, il a été révisé plus ou moins régulièrement pour s'adapter aux évolutions des besoins – allant toutefois dans le sens d'une urbanisation galopante hors Paris, que l'on y souscrive ou pas – et a pris la dénomination de schéma directeur en 1995.

Depuis la réforme de 1995, il est élaboré sous l'autorité de la Région, mais l'État fait prévaloir ses choix par différents moyens, notamment par l'allocation (ou pas) de ses financements dans le cadre de Contrats de Plan État-Région. C'est ainsi que le projet de transports en commun ORBITALE, faute de budget, fut consciencieusement torpillé dans les années quatre-vingt-dix, avant de ressusciter récemment sous la forme des projets de lignes de métro 15 et 16 du Grand Paris Express.

Le SDRIF a aussi une dimension politique à l'égard du grand public, pour le moins ambiguë. Sensé rendre plus transparente la stratégie régionale et éclairer les citoyens sur « ce qui se prépare pour eux », il garde une dimension technocratique et une complexité synonymes d'opacité pour les simples mortels que sont les électeurs... le Grand Schéma dévoile et embrume tout à la fois les intentions des décideurs avec un jargon de haute volée, alors que ces derniers pourraient fort bien engager les moyens d'une communication et d'une concertation ambitieuses, en amont de leurs décisions. Dans les faits, ils s'en tiennent à leurs obligations légales. Il est vrai que les exécutifs et les parlementaires qui ont conçu les schémas directeurs (il en existe de toutes sortes et dans des domaines très variés) ont fréquemment porté une double casquette politique, nationale et locale, et n'ont jamais eu l'intention de trop se compliquer la vie (publique).

TL

(1) Une citation reprise dans l'article « Le nouveau SDRIF-E ! Quel avenir environnemental ? » montre avec quelle ferveur Valérie Pécresse invoque ce fameux « rayonnement international » en prélude à la présentation du nouveau « SDRIF-E 2040 ».





## Le business des Bassines : un mensonge d'État !

Alors que le gouvernement pris en étau par la mobilisation agricole ne semble vouloir répondre à la crise que dans une fuite en avant du productivisme et de l'agrobusiness (notamment en raccourcissant les délais de recours pour la construction de réserves de substitution), Off Investigation et Reporterre s'associent dans

la coproduction d'un documentaire sur les enjeux économiques des mégabassines d'irrigation et sur l'entêtement de l'état à subventionner des pratiques agricoles écocidares dans une répression hors norme.

JN

**Mégabassines, histoire secrète d'un mensonge d'état** de Clarisse Feletin, Bérénice Sevestre, Julien Bouillet, 55', en ligne le 22 février - [voir le teaser ici](#)  
La diffusion est prévue pour le 22 février en ligne et dès le 7 pour abonnés a [off-investigation.fr](http://off-investigation.fr)

Article de Reporterre : [Mégabassines : comment l'État a pris le parti des gros céréaliers](#)

[Ecouter le podcast France Inter : A qui profitent les mégabassines ?](#)

## Cessez le feu !

Samedi 16 décembre le collectif « cessez le feu » dont font partie la Ligue des droits de l'homme, l'AFPS (l'Association France Palestine Solidarité), Amnesty international, ATTAC 93 sud, Femmes solidaires, le mouvement pour la Paix, RESF (réseau éducation sans frontières) ont de nouveau manifesté pour appeler à un cessez le feu immédiat à Gaza. Les associations du collectif ont dénoncé les attaques meurtrières du Hamas contre la population civile israélienne mais aussi la riposte démesurée du gouvernement israélien envers la population civile palestinienne. Le collectif a déjà organisé plusieurs rassemblements et initiatives. La dernière étant la projection du film d'animation « Wardi » sur le conflit israélo-palestinien à la Maison Ouverte rue Hoche le 18 janvier en présence de Taoufiq Tahani (président d'honneur de l'AFPS).

Des milliers de civil-es sont massacrés (rapporté à la population française cela représente 700 000 morts, soit presque la totalité de la ville de Marseille), 93% de la population de Gaza souffrent d'une insécurité alimentaire aigüe, plus de 60% des habitations sont détruites, 90% du système

éducatif est anéanti, 300 centres de santé ont été bombardés, 30 hôpitaux ne fonctionnent plus et 118 journalistes essentiellement des palestiniennes ont été assassinés. La situation est dramatique. La prochaine action aura lieu le samedi 3 février au Marché des Ruffins à 10h30. Dispositif identique à celui du 16 décembre avec distribution de tracts qui appelleront le gouvernement français à agir car il y a urgence à obtenir un cessez le feu immédiat et durable. Rejoignez les actions menées par le collectif « cessez le feu » pour l'arrêt de la guerre contre le peuple palestinien.

BP



## Carrefour des utopies et socialisation de notre alimentation !

*La mobilisation des agriculteurs nous parle...*

La colère de nos agriculteurs qui s'exprime partout dans le pays témoigne du profond malaise de la profession qui depuis des années se heurte aux limites productivistes et néolibérales imposées par la conquête des marchés mondialisés. À force d'une mise en concurrence déloyale de nos agricultures et d'une mainmise croissante des grandes enseignes et des multinationales sur la production agricole et sur les terres, l'humain et le vivant sont désormais arrivés à bout de ce cycle infernal.

Que les médias, le gouvernement, le RN, ou les pompiers-pyromanes de la FNSEA, argumentent de la crise sur fond de normes européennes et écologiques trop pesantes ne saurait suffire à masquer le fond du problème ! Ces normes sont au contraire les seules à pouvoir encore faire de notre agriculture un secteur d'excellence pour nourrir correctement les citoyens de ce pays et contribuer à la préservation des paysages et de la biodiversité (propos entre autres du dernier film de Gilles Perret *La ferme des Bertrand*). Simplifier ces mesures comme le prévoit l'exécutif, c'est au contraire casser plus encore les marchés, appauvrir les sols, maltraiter les élevages et asservir l'humain dans une fuite en avant du volume et du profit à tous crins, voire même jusqu'à l'abandon du métier ! Ce que demandent les agriculteurs et les agricultrices aujourd'hui ce ne sont pas des aides d'urgence sous perfusion, ni plus de pesticides, ni de soudains revirements contrits sur le financement du bio ou les ratages de la loi Egalim. Ce qu'ils demandent, ce sont des revenus justes et dignes pour nourrir le pays, pas les multinationales ! Ils demandent la suspension des accords de libre-échange qui effectivement mettent en concurrence notre agriculture avec d'autres pays aux normes sociales, sanitaires et environnementales différentes. Ils demandent du soutien et de la formation pour engager la voie d'une agro-écologie respectueuse du vivant. Ils demandent surtout une refonte des politiques communes pour une meilleure répartition des aides et une reprise possible du foncier par les jeunes. Car le risque à venir, inscrit au plus profond de leur être, c'est la disparition programmée du monde paysan par la politique libérale. Mais si plus de 100 000 parmi eux vont partir en retraite d'ici dix ans, et il n'est pas question pour autant de laisser la terre aux machines, aux banques, ni aux méthaniseurs ou aux panneaux solaires ([voir à ce sujet la lettre n° 5 janvier-février 2024 de l'espace Ecologie et Société d'Attac](#)). Nous ne voulons plus de ce monde fait d'une agriculture 2.0 où la robotique, le numérique, la génétique, sont les nouveaux mantra de la rentabilité à tout prix... Il faut un nouveau cap politique, des engagements forts, un vrai projet d'avenir, écologique, démocratique et social.

Notre Carrefour des Utopies, cet hiver, ne s'y est pas trompé en instaurant un cycle complet sur la socialisation de notre alimentation. Car sans être LA solution au problème, la reprise en main citoyenne et démocratique de notre système alimentaire, tant en amont (coté producteurs) qu'en aval (coté consommateurs), est une sérieuse piste de sortie dans ce monde de profits incessants où le travail de la terre est de plus en plus dévoyé. Nous avons invité en octobre Bénédicte Bonzi, anthropologue et auteure de *La France qui a faim* (Ed. Seuil) pour un jeu de l'oie de la précarité et des violences alimentaires. Une occasion d'aborder le sujet de l'aide alimentaire aujourd'hui conditionnée aux politiques de défiscalisation de l'agro-industrie (loi Garot) comme solution pour nourrir les plus pauvres et acheter une certaine paix sociale. Nous avons invité Jean-Claude Balbot (en novembre), éleveur en retraite et membre du collectif national Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), pour une Time line de l'Atelier Paysan afin de revisiter la longue histoire des luttes paysannes contre la prédation financière, idéologique et foncière d'une certaine hégémonie agricole. Depuis les physiocrates jusqu'à Sainte-Soline, c'est un rapport de force inégalitaire qui a toujours imposé la politique productiviste comme spéculation du marché agricole (la fameuse main invisible) au mépris de l'humain et de la biodiversité. Enfin, nous avons invité (en janvier) les amis de la Marmite Rouge, de Paris 12e, pour une fresque de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA). Un jeu de plateau, qui partant du constat d'un système aujourd'hui concentré dans les mains de la PAC (aides à l'hectare), des lobbies (chimie et semences) et de l'agro-industrie (achat, transformation, distribution), interroge la bascule que pourrait opérer une socialisation de notre alimentation : reprise en main du foncier et des politiques publiques, mise en place de caisses citoyennes de l'alimentation, carte de conventionnement des produits alimentaires rémunérés à prix juste, égalité des droits pour une alimentation saine et choisie... Socialiser notre alimentation, c'est embarquer tout le système productiviste aujourd'hui dans l'impasse vers un avenir désirable et une autre agriculture possible, mieux rémunératrice, moins industrielle, plus respectueuse de l'environnement et engagée surtout vers une production nourricière de qualité. Nous devons donc amplifier à Attac la bataille culturelle de la SSA pour infuser dans les fermes, dans nos familles, dans nos maisons, dans nos espaces de luttes...

Ne laissons pas les félons de l'extrême droite reprendre en main notre agriculture et le débat sur les accords de libre-échange. Les paysans de ce pays ont aussi besoin de nous, citoyens et consommateurs, pour retrouver du sens dans leur pratiques agricoles et nourrir le pays dignement ! Nous voulons plus de paysans, plus de protection environnementale et un droit reconnu à l'alimentation !

JN

**ATTAC 93 Sud**

<https://attac93sud.fr> [contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)





## ACTIONS



### Deuxième marche pour les arbres et le vivant !

Le 27 janvier dernier, Attac 93 sud marchait pour la deuxième années consécutive aux côtés de plu-

sieurs collectifs et association pour dénoncer les aménagements de la porte de Montreuil et du château de Vincennes, dont les projets de bétonisation ou de valorisation patrimoniale impliquent l'abattage d'arbres sou-

vent centaines au mépris des bienfaits que ces masses foliaires jouent en matière de biodiversité et d'îlots de fraîcheur. Il n'est plus tolérable, en 2024, de saccager le vivant et d'imposer des coupes rase alors que tous les discours s'émeuvent du réchauffement climatique ! Nous demandons des comptes aux élu.e.s et nous serons là, s'il le faut, avec le GNSA et Thomas Brail, si rien n'est fait pour conserver ce patrimoine arboricole aussi vital pour notre avenir que les châteaux le sont pour notre culture... Car comme dit le proverbe africain : « nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ».

JN

[France 3 region en parle](#)



## COMMÉMORATION



### Le Comité Local de Montreuil fait la fête pour les 25 ans d'Attac !

*Le 26 janvier 2024, Attac93sud fêtait les 25 ans de l'existence d'Attac lors d'une soirée organisée à l'espace associatif Comme Vous Émoi, qui lui aussi fêtait ses 30 ans ! Alors théâtre, musique et victuailles... mais aussi des mots pour rappeler les luttes et les espoirs...*

Bonsoir,

Tout d'abord, le comité local d'Attac vous remercie d'être aussi nombreuses et nombreux ce soir pour fêter nos 25 ans et les 30 ans de l'association Comme Vous Émoi. Et aussi les 25 ans des Oies sauvages !

Nous formulons pour 2024 des vœux d'espoir, de paix et de fraternité et des luttes victorieuses pour un monde meilleur.

25 ans, c'est très proche et très loin. Au fil des années

Attac a marqué de son empreinte les luttes montreuilloises, nationales et internationales. On pourrait citer la mobilisation anti-G8 à Gênes en 2001 ou l'implication très forte de notre comité local pour le NON au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen en 2005. On pourrait citer également notre présence constante aux côtés des sans-papiers et plus récemment nos soirées d'éducation populaire pour dénoncer l'évasion fiscale ou pour promouvoir une idée révolutionnaire : la Sécurité Sociale de l'Alimentation, et aussi notre implication dans le Forum Citoyen de l'Eau, car il faut le souligner Attac a contribué, avec d'autres, à obtenir la mise en régie publique de l'eau à Est Ensemble. Une belle victoire !

Attac a aussi été très active pour faire grandir l'idée qu'il fallait protéger le vivant, protéger notre planète contre un système de prédation qui n'a qu'un objectif : enrichir les actionnaires et les puissances financières au détriment des hommes et des femmes et au détriment de la nature. Attac est née sur l'idée qu'un autre monde est possible et qu'il fallait penser global et agir local, en

**ATTAC 93 Sud**

<https://attac93sud.fr>

[contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)



somme l'idée de construire une mondialisation à l'opposé de celle qui prévaut depuis 40 ans.

Aujourd'hui, nous sommes inquiets car nous avons le gouvernement le plus conservateur et le plus réactionnaire que la France n'ait connu depuis longtemps. À peine nommés, des membres du gouvernement ont déjà des soucis politiques et judiciaires.

Nous sommes inquiets car nous avons un gouvernement qui s'accoquine avec les idées de l'extrême-droite, un gouvernement qui met en péril la démocratie, un

opposer les uns aux autres.

L'état du monde est lui aussi inquiétant car il voit resurgir les monstres en Europe, en Argentine, en Inde ou en Israël. En France, les digues déjà fragiles ont volé en éclats et la droite dite « républicaine » marche sur les sentiers de l'extrême-droite et triomphe sans gloire. Comme le dit Edwy Plenel « le macronisme s'est révélé un lepénisme ».

2023 a été marqué par le plus fort mouvement social en France depuis mai 68, pour empêcher l'adoption de la



gouvernement qui fait ouvertement la guerre au mouvement social et à la fraction la plus en souffrance de la société. Un gouvernement qui prend des mesures en faveur des plus riches et des entreprises multinationales. Un gouvernement qui combat le mouvement social et la jeunesse par la violence. Un gouvernement qui fait la chasse aux pauvres avec la réforme du RSA, un gouvernement qui fait la chasse aux migrants avec la loi inspirée par Darmanin, Ciotti et Le Pen, votée en décembre mais fort heureusement raccourcie d'un bon tiers cette semaine par le Conseil Constitutionnel.

Déjà, en 2011, le comité local avait organisé une soirée que vous pouvez retrouver sur notre site, avec pour thème « la guerre sociale est déclarée » et nous avions invités Pierre Dardot, ici présent, et Alain Bertho. C'était l'époque Sarkozy ! Était-ce prémonitoire ?

Concernant la loi sur les migrants, les valeurs de la République sont attaquées frontalement et nous rappellent les heures sombres des années 30-40. Sommes-nous solidaires seulement pour des raisons morales ou parce que le sort de toutes et tous est lié ?

Plusieurs exemples récents nous montrent que les français font preuve d'empathie et de solidarité avec les migrantes et les migrants. Mais au-delà de ces valeurs, au-delà des identités propres à chacun et à chacune, identités nourries de l'apport de multiples cultures, c'est bien de notre sort commun qu'il s'agit. La résurgence à intervalle régulier des poussées chauvines et xénophobes (« la France aux français » et toutes ses variantes) ne peut être combattue sans une conscience des raisons qui poussent les forces réactionnaires à nous

loi sur les retraites. Le gouvernement est passé en force à coup de 49-3 et comme le dit l'écrivain Nicolas Mathieu : « l'exécutif est certes légitime, mais il a perdu ce qui donne vie à une vraie légitimité en démocratie ».

Nous vivons une époque où le capitalisme masque sa coupure inédite avec le vivant, ce qui fait sa vulnérabilité, mais il devient plus clair que le sort de toutes et tous sur cette planète est lié.

Pour que la chute soit celle de tous les vents contraires à un avenir commun désirable, nous pouvons nous emparer de ces questions avec hardiesse et travailler ensemble des solutions, des alternatives à ces logiques meurtrières. Car plus la politique se réduit aux pouvoirs institutionnels plus le sens commun perd sa légitimité. À Montreuil comme ailleurs, il est temps que nous combattons avec vigueur cette régression démocratique, il est temps que nous retrouvions les sentiers de vertes espérances.

Nous devons être un peuple législateur comme l'affirmaient les révolutionnaires de 1848 et de la Commune de Paris et prendre notre destin en main, le gouvernement comme les élus à tous les échelons de la vie nationale et locale ne sont que nos représentants et non les détenteurs du pouvoir. Voilà une vraie question démocratique qui était en germe au moment de la révolution française de 1848 pour une République sociale, question portée par Salvador Allende avant le funeste coup d'État de septembre 1973 au Chili et par Thomas Sankara au Burkina Faso en 1984.

Des millions de gens veulent un autre monde mais le

**ATTAC 93 Sud**

<https://attac93sud.fr> [contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)



pensent impossible. Alors nous devons agir et construire ensemble le jour d'après. Comme disait Gramsci «Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ». Dans cette perspective, Attac est un mouvement porteur d'espérance car il est animé par un principe de justice globale, une justice qui n'est pas seulement un palliatif ou une réparation, mais une voie pour construire la solidarité entre les humains et entre les humains et la nature, en tournant le dos à toutes les formes de discrimination, d'exploitation et de domination héritées de conceptions séculaires fondées sur l'inégalité et les privilèges en tous genres.

Pour conclure, citons Hannah Arendt :

« Même dans les périodes les plus sombres, nous sommes en droit d'attendre une certaine lumière. Et il est très probable qu'elle ne viendra pas tant de théories ou de concepts, mais de la lumière incertaine, vacillante, souvent faible, que certains hommes et femmes, au cours de leur vie et de leur travail, auront allumée dans toutes sortes de circonstances, la répandant sur le temps qu'il leur a été donné de passer sur terre. »



## LECTURES ✕✕



### Mussolini a aussi fait de bonnes choses

Francesco Filippi  
(Mussolini ha fatto anche cose buone. Le idiozie che continuano a circolare sul fascismo. ) Ed. Bollato Boringhieri

A la fin de la seconde guerre mondiale il n'y eut pas, en Italie, de mouvement critique de l'époque mussolinienne

en particulier du fait que la gauche perdit les élections de 1948 (malgré les 2 millions d'inscrits au Parti Communiste Italien et l'importance d'autres partis de gauche). Cette année-là la Démocratie Chrétienne prit le pouvoir qu'elle garda jusqu'en 1964. Il est évident qu'il ne fallait pas compter sur cette dernière pour entamer un quelconque travail critique sur une période de l'histoire italienne dont elle fut fortement partie prenante.

Voilà une des raisons pour lesquelles Mussolini continue de jouir d'une certaine aura en Italie. Cela peut aussi, en partie, expliquer la victoire actuelle de l'extrême droite : Mussolini ne déclenche pas automatiquement un mouvement de répulsion chez de nombreux italiens, au contraire. On continue de lui attribuer des succès qui, à l'examen, s'avèrent purs mensonges.

C'est ce à quoi s'attache l'ouvrage de F. Filippi. A sa lecture on se rend compte que la «politique» de Mussolini n'a été qu'une vaste œuvre de propagande et que, lorsqu'on examine de près les diverses «réussites» de ce régime, elles se réduisent à presque rien.

A titre d'exemple on entend encore fréquemment : « Du temps de Mussolini les trains arrivaient à l'heure » ou « Il a asséché les Marais Pontins » (région marécageuse située au Nord de Rome) et encore « En ce temps-là les

ministres se déplaçaient à vélo et sans escorte ».

Mais il ne s'agit là que de grossiers mensonges ou de fake news, comme on dirait aujourd'hui !

« **Du temps de Mussolini les trains arrivaient à l'heure** »

Suite à une loi drastique imposée à la presse, on ne publiait jamais des nouvelles susceptibles de démoraliser le peuple, par conséquent on ne parlait jamais des trains en retard !

« **Il a asséché les Marais Pontins** »

Le rêve de bonification des terres marécageuses recouvrant une partie du Latium (projet qui existait déjà depuis le temps des Romains) fut l'objet d'une vaste propagande dès 1923, d'importantes sommes furent votées dans le but proclamé d'assainir 8 millions d'hectares de terres. En fin de compte, seul 6% de cette surface devint effectivement des terres agricoles.

« **En ce temps-là les ministres se déplaçaient à vélo et sans escorte** »

Contrairement à ce qu'on a essayé de faire croire, les dirigeants du parti fasciste vivaient dans le luxe et utilisaient bien plus souvent l'avion que le vélo !

N'oublions pas la corruption qui régnait à tous les niveaux du régime fasciste... et bien d'autres aspects !

Évidemment les analyses de F. Filippi sont incomparablement plus fouillées, approfondies et justifiées que les quelques phrases qui précèdent et elles passent en revue bien plus d'aspects du dit régime. Je ne saurais donc trop vous inviter à lire cet ouvrage, dont la traduction française est disponible depuis un certain temps déjà !

MU

Francesco Filippi,

**Mussolini ha fatto anche cose buone**

Le idiozie che continuano a circolare sul fascismo.

Ed. Bollato Boringhieri

ATTAC 93 Sud

<https://attac93sud.fr>

[contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)



## Elévation

### Acte III, scène 1

Le contremaitre

Fouillez ! Cherchez partout ! Tous les faisceaux d'informations convergent. Un traître à l'élévation s'est introduit dans le périmètre. Trouvez-le ! Fouillez les moindres recoins du jardin !

Apprentie intra-entrepreneuse, avez-vous remarqué quelque chose de suspect par ici ?

Lila

Pourquoi devrais-je avoir remarqué quoi que ce soit ? Il ne se passe jamais rien dans le jardin, sauf la machine qui suinte, grogne et fume au milieu d'un carnaval d'images tourbillonnantes comme un carrousel hypnotique de propagande narcissique.

Le contremaitre

Un traître à l'élévation a pénétré ce lieu d'équilibre et de compensation. Il est dangereux, véhicule des idées corrosives et sa seule existence est susceptible d'être qualifiée d'acte terroriste. Sa pensée décroissioniste est capable d'endommager à elle toute-seule les mécaniques ajustées de l'infinie expansion.

Et vous ? Disposez-vous d'une habilitation de sécurité de classe orange pour circuler dans un périmètre de confidentialité de niveau 42 ?

Lila

Contremaitre ? Je suis l'intrapreneur Lila 273-AWQ.93... Je travaille ici depuis plus d'un an, dans l'équipe per-venche dépendant de votre département. Vous ne me reconnaissez pas ?

Le contremaitre

Il n'est plus possible de se fier aux apparences ! Le mensonge et la manipulation sont partout et les pensées nauséabondes gangrènent les citoyens les plus intègres. Le terrorisme ronge les cerveaux et ravage toute raison en insinuant des rêves malsains d'anéantissement de toute civilisation. Etes-vous un terroriste intrapreneur Lila 273-AWQ.93 ?

Lila

Si pour vous toute personne se donnant la liberté de penser autre chose que le dogme de l'élévation est un terroriste, alors ce monde est le plus vaste repaire de terroristes imaginable ! Des sociaux-terroristes, des éco-terroristes, des anarcho-terroristes, des facho-terroristes... et même des bobo-terroristes.

Le contremaitre

Taisez-vous stupide engrenage ignorant ! Ce système vous échappe ! Cette coïncidence entre les objectifs individuels et ceux du système est la plus grande réussite de l'élévation. Croyez-vous seulement que l'humanité ait un autre choix ? Vous mentez-vous au point de croire qu'il puisse exister une autre histoire ? Retirer le saupoudrage d'abondance que nous offrons à cette majorité de créatures incapables de se construire un destin et vous n'attendrez pas longtemps pour les voir s'entredévorer comme des rats déboussolés. Aliénés par la peur de manquer, ils se regrouperont en familles, en tribus, en clans, en troupes... Vous les verrez menacés, menaçants s'observer avec défiance, dans la crainte permanente de l'autre diabolisé par ses propres fantasmes d'avidité insatiable. L'humanité n'échappe à la guerre continuelle que grâce à cette pluie de miettes que l'élévation promet de déverser sur le monde. La paix est achetée en soulageant ces bouches ouvertes et en maintenant le rêve d'un toujours plus normalisé. La paix... sans coercition autoritaire permanente, sans violence hiérarchique disproportionnée. Un univers de miettes où les choix, les chaînes et la consommation se renvoient leurs images à l'infini dans un kaléidoscope illusoire et toujours changeant de liberté. Voilà le pacte de l'élévation ! Voilà le contrat que l'humanité passe avec la technique, avec la raison, avec elle-même... Et vous ? Pauvre inconsciente, vous voudriez détruire cela ? Réinventer un nouvel équilibre où la blanche et frêle sobriété deviendrait une valeur morale susceptible de rivaliser avec le désir, le besoin, le pouvoir, l'instinct de survie et la pulsion de mort ?

Lila

L'humanité réduite à une horde d'animaux névrosés ravagés par leurs pulsions primitives ? A vous écouter effectivement certains le sont plus que de raison ! A croire que votre monde ne prête aucune d'attention à ses occupants pour leur permettre de devenir autre chose que des êtres rongés par leurs désirs instantanés, incapables de penser l'autre différemment que comme un rival à éliminer ou une proie à dévorer. Une société d'individus isolés et déracinés ayant perdu tout lien avec l'organisme social pourtant indispensable à leurs survies. Votre monde produit des individus mais plus de société. Vous parliez de terrorisme ? Et c'est vous qui détruisez la société en engendrant des masses d'individus sans plus aucune relation émotive et biologique avec elle. Ne reste que des structures, rationnelles, technocratiques... Où chacun remplit sa tâche sans en comprendre le sens. Où chacun court toujours plus vite, toujours plus loin sans autre objectif que de remplir des sacs de miettes. Alors oui vous fabriquez une humanité constituée de créa-



tures incapables de se construire un destin commun, qui finiront ici et là et tôt ou tard par s'entredévorer comme des rats déboussolés...

Pourtant, n'est-ce pas le rôle d'une société que d'adoucir les douleurs de ceux et celles qui l'habitent, en veillant à limiter les coups, les traumatismes et... les traumatisés. Prenons soin de nos enfants, soignons leur éducation, aidons les à apaiser leurs démons et à trouver leurs chemins sans se perdre dans un jardin de chimères ou se laisser hypnotiser par leurs fantômes. Cherchons la lumière partout où elle se manifeste et allumons là ailleurs. Appuyons-nous dessus pour faire société plutôt que de dresser la liste infinie de nos peurs immortelles et de nos violences archaïques et s'appuyer dessus pour inventer une fuite aussi permanente qu'illusoire. L'élévation n'est qu'un mensonge pour enfants, absurde et cataclysmique... Aussi triste qu'un père Noël dépourvu de magie.

Regardez ce monde angoissant que vous produisez ! La machine, dont le rôle est d'atténuer les glissements maladroits du système primordial, en quoi l'avez-vous transformé ? Fini les modules d'amortissements solidaires, les aménagements de compensation d'inégalités, les aides ou les rééquilibrages pour les plus démunis... Que dire des services publics et des mécanismes assurantiels universels... Remplacés par des transmissions individualisés, privés et privatisés. Remplacés par une jungle de rouages entrepreneuriales dans laquelle chacun essaie d'arracher le plus gros morceau de viande possible à la bête sans se préoccuper du voisin. L'éléva-

tion pour le plus grand nombre à cédé la place à l'anarcho-capitalisme. La machine se noie sous des armées d'écrans de surveillance alimentés par des pompes à divertissements captant la moindre seconde de cerveau disponible.

Que dire des promesses de bien être, du confort matériel de la modernité quand elle se transforme en cauchemars... climatique, agricole, chimique, nucléaire ou industriel. Avec à la fin la destruction des milieux, l'anéantissement du vivant et la surexploitation de tout ce qui est exploitable. L'élévation ne fait plus que maquiller et retarder son propre anéantissement.

Le contremaitre

Notre raison ne rencontre que votre radicalité ! Il nous faut terminer cette mascarade de dialogue et arrêter de perdre notre temps en compromis démocratiques ! Soldats, arrêtez intrapreneur Lila 273-AWQ.93 qui vient de démontrer combien elle représentait un danger pour le système primordial.

GE



OURS



**Grand chef de la rédaction :** Attac93sud

**Ont été exploités pour ce numéro :** Guillaume Ernika, Thierry Latour, Jean Noviel, Béatrice Paul, Daniel Rome, Mirella Ugolini.

**Réponse : Gérard Larcher au sujet de l'inscription du droit à l'IVG dans la constitution.**

**ATTAC 93 Sud**

**<https://attac93sud.fr> [contact@attac93sud.fr](mailto:contact@attac93sud.fr)**